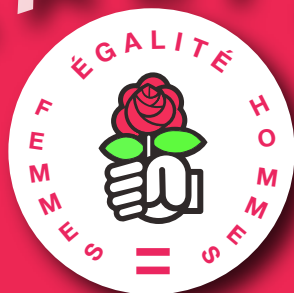


La lettre mensuelle  
de la Commission nationale  
droits des femmes  
du Parti socialiste



La commission  
nationale réunie le 16  
octobre 2009 autour de  
Pascale Crozon, députée  
du Rhône

## ÉDITORIAL

Ce neuvième numéro de notre lettre mensuelle EgalitéE revêt une couleur bien particulière, celle du 8 mars 2010. Nous n'avons pas un an d'existence, et voici donc arriver notre premier 8 mars... qui fête, lui, ses 100 ans cette année. 100 ans que les femmes « bénéficient » d'une journée dans l'année (une seule !) pour parler, agir, alerter, revendiquer, lutter, pour leurs droits, pour l'égalité entre les sexes, pour qu'enfin, nos sociétés réalisent que le patriarcat dans lequel nous vivons, sans même nous en rendre compte parfois, est un système dont nous devons sortir, puisque nous nous prétendons à juste titre, toutes et tous appartenir au genre humain.

Ce 100e anniversaire se « fêtera », si l'on peut parler de fête, alors que nous devons aujourd'hui faire face à des reculs sans précédent, qui n'épargnent en rien les droits des femmes. Fermetures de centres IVG, recrudescence des violences à l'encontre des femmes, précarité accrue, notamment de ce que l'on appelle pudiquement les « familles monoparentales », et qui sont en réalité, dans la très grande majorité des cas, des femmes vivant seules avec leur(s) enfant(s), réforme des retraites qui a déjà touché les femmes de plein fouet, avec la Majoration de Durée d'Assurance, sortie par la droite du débat global... La liste n'est pas exhaustive, et il nous faudrait encore parler, bien sûr, des attaques faites à la laïcité, du démantèlement des services publics, qui touche les femmes en premier lieu, des inégalités salariales contre lesquelles aucune action n'est réellement engagée, de la

parité fortement remise en cause par la contre-réforme des collectivités territoriales...

À ce propos, rappelons que les socialistes portent au Parlement des textes majeurs en faveur des droits des femmes, notamment en ce mois de février la "clause de l'Européenne la plus favorisée", la lutte contre les violences faites aux femmes ou encore la garantie de la parité aux élections locales. Rappelons aussi que les socialistes seront en campagne, pour ce 8 mars 2010. Nos régions peuvent encore mener des politiques volontaristes en matière de droits des femmes, qu'il s'agisse de la répartition des responsabilités au sein des conseils et exécutifs régionaux, bien sûr, mais aussi du travail réalisé en partenariat avec les réseaux d'associations féministes, des actions spécifiques menées, en matière de formation professionnelle, de créations d'emplois, d'éducation, de sensibilisation, de pédagogie... Si la clause de compétence générale était supprimée, ce serait une catastrophe pour nombre d'avancées qui ont pu être menées, et pour toutes celles qui sont en projet. Voilà pourquoi, aussi, nous devons continuer nos combats, et porter haut nos valeurs socialistes et féministes.

Nous continuerons, parce que nous souhaitons qu'un jour, le 8 mars n'ait plus à être consacré aux luttes pour les droits des femmes, parce que femmes et hommes, enfin, sauraient vivre ensemble, égaux en droits et dans les faits.

Gaëlle Lenfant

Secrétaire nationale adjointe aux droits des femmes

Comment organiser un 8 mars à Saint-Étienne ?  
À l'initiative de trois femmes de trois centres

sociaux de trois quartiers, une cinquantaine d'associations et de centres sociaux de tous les quartiers de la ville ont préparé, pendant 6 mois, ce 8 mars 2009, autour de la mise en commun des savoir-faire des femmes et de leurs valeurs, pour un rendez-vous unique en centre-ville.

Au programme : la difficile pièce « Antigone selon Perez » jouée par une troupe d'amateurs devant un public de 600 Stéphanois-e-s, dont de nombreux enfants et adolescents. Pas un bruit de ce public peu familier des salles de théâtres. Puis du rap. Les rappeurs, filles et garçons, avaient écrit, avec beaucoup de talent, un texte sur les femmes. Et encore, cinq chapiteaux thématiques : accès aux droits ; famille, éducation, santé ; esthétique, détente, bien-être ; art, culture ; cafétéria ; et aussi dans un centre social ou dans des locaux d'associations, rubans d'expression, ateliers de calligraphie ; lectures intimistes, projection de documentaires, débats dont un sur « le travail au féminin », témoignages.



Le centre-ville fut, ce jour-là, investi par 2000 personnes autour de l'égalité femme homme. Les transports de la ville étaient gratuits.

De cette journée est né un symbole confectionné par 80 femmes de 7 centres sociaux : une cape exposée en mairie, puis dans tous les quartiers. Un film retraçant cette journée a aussi permis une suite et des débats.

## FORMATION

### « Être socialiste c'est être féministe » : un nouvel outil militant pour tou-te-s

Juste à temps pour le 8 mars, **les cahiers de formation du Parti socialiste**, édités par le Secrétariat national à la formation et le Secrétariat national aux Universités permanentes et d'été, se verront enrichis du numéro 17 de cette collection, intitulé « **Être socialiste, c'est être féministe** ».

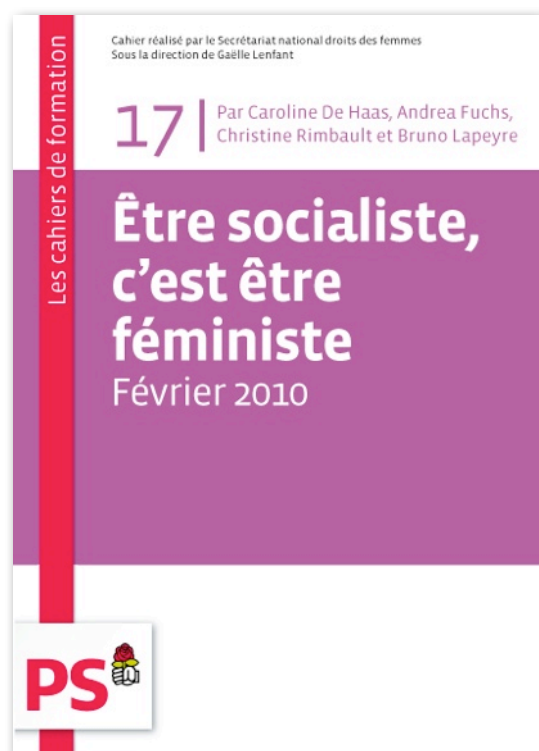
Ce cahier a été réalisé par le Secrétariat national aux droits des femmes sous la direction de Gaëlle Lenfant. L'objectif de ce cahier de formation est de donner à chacune et à chacun les informations et outils essentiels pour défendre, consolider et améliorer l'égalité entre les femmes et les hommes, enjeu majeur de notre Parti.

Cet outil de formation retrace les grandes dates historiques du combat des femmes pour leur libération et met en évidence les mécanismes de la domination masculine et les obstacles que rencontre encore aujourd'hui la réalisation de l'égalité réelle entre les femmes et les hommes.

Le cahier de formation n° 17 est disponible au tarif de 4 €.

Vous pouvez le commander au Secrétariat national à la formation :

Tél. : 01.45.56.79.45 / 76.08 / 77.45 - Courriel : [formation@parti-socialiste.fr](mailto:formation@parti-socialiste.fr)



## 8 mars 1910 - 8 mars 2010 : 100 ans de luttes pour les droits des femmes

C'est lors de la seconde Internationale socialiste des femmes, réunie en 1910 à Copenhague que, suite à une proposition de la journaliste allemande Clara Zetkin (1857-1933) de la revue l'Égalité, est adoptée l'idée la création d'une Journée internationale de la femme. Cette journée s'inscrit dans une perspective révolutionnaire et doit servir à la propagande en faveur du vote des femmes et à l'amélioration de leurs conditions de travail. La revendication de citoyenneté politique des femmes a fait naître le 8 mars. L'origine de cette journée est donc ancrée dans les luttes ouvrières et les nombreuses manifestations de femmes réclamant le droit de vote, de meilleures conditions de travail et l'égalité entre les femmes et les hommes, qui agitèrent l'Europe du début du XX<sup>e</sup> siècle.

Parallèlement à la naissance d'une journée de revendication politique et citoyenne pour les femmes au sein de la mouvance révolutionnaire et socialiste, naît en Occident la fête des mères. C'est une toute autre image de la femme et une autre façon de la célébrer qui sont à l'honneur dans la plupart des pays occidentaux et qui s'opposent radicalement à la journée internationale des droits des femmes. La fête des mères est ainsi adoptée aux États-Unis et dans la plupart des pays occidentaux au moment même où naît la journée de la femme avec ses revendications politiques et citoyennes.

En 1921, la date du 8 mars fut choisie par Lénine pour commémorer le jour où, en 1917, des ouvrières de Saint-Petersburg descendirent dans la rue pour manifester contre la vie chère, réclamer du pain et le retour de leurs maris du front, déclenchant ainsi la révolution de février (le 23 février du calendrier julien alors en vigueur en Russie correspondant à celle du 8 mars). Ce sont ces événements qui ont conduit le tsar à abdiquer quinze jours plus tard. Au lieu de devenir une journée de commémoration de la Révolution, le 8 mars devient la Journée des droits des femmes. Tout en étant contre le féminisme, Lénine ne cesse de rappeler l'égalité des femmes et des hommes comme condition nécessaire du projet d'une société égalitaire. En 1946, les pays de l'Est qui viennent de passer sous la coupe soviétique adoptent la célébration de la journée des droits de la femme.

L'image des femmes change en France et plus largement à l'Ouest à partir des années soixante et l'idée de la Journée des Droits des Femmes plutôt que celle de la Mère fait son chemin. Les États-Unis se réapproprient l'histoire de la journée des droits des femmes puisqu'elle trouverait désormais sa source dans une grève des ouvrières du textile à New York en 1857. En France, dans les années 1970, le MLF s'empare du 8 mars et, selon leur slogan « le privé est politique », met cette journée au service du combat des femmes pour la liberté à disposer de leur corps. À partir de 1971, la journée est célébrée au Québec et le 8 mars 1977, l'Organisation des Nations unies officialise la Journée internationale des Droits des Femmes.



Clara Zetkin

En ce qui concerne la France, même si dès le 8 mars 1947, Léon Blum salue la place importante des femmes dans la Résistance, il faut attendre l'arrivée des socialistes au pouvoir et c'est seulement le 8 mars 1982 que la journée obtient un statut officiel. Le gouvernement socialiste de François Mitterrand avec Yvette Roudy comme ministre chargée des Droits des femmes célèbre le premier 8 mars officiel. C'est à ce moment-là, grâce aux socialistes, qu'est amorcée la tradition politique d'une journée de réflexion sur la place des femmes dans la société française.

Aujourd'hui, pour les femmes dans le monde entier, c'est une journée de manifestations, l'occasion de revendiquer l'égalité, de faire un bilan sur la situation des femmes dans la société. Traditionnellement les associations de féministes, avec les partis de gauche, préparent des débats, colloques, expositions ou des manifestations partout dans le monde, pour faire aboutir leurs revendications, améliorer la condition des femmes, fêter les victoires et les avancées. Les femmes prennent alors la parole pour exprimer leur souhait de voir améliorer leur place dans tous les domaines de la vie sociale, professionnelle et familiale.

## avec Marianne

*Égalité : Le gouvernement a décidé d'une campagne de publicité sur le grand emprunt de l'Etat vous représentant enceinte. Comment réagissez-vous à l'image que l'on vous fait porter, celle d'une sorte d'immaculée conception ?*

Marianne : Tout d'abord, je tiens à rappeler que je ne suis pas une figure du gouvernement, mais c'est bien la République Française et ses valeurs, Liberté, Égalité, Fraternité, que j'incarne. Je ne comprends pas cette démarche gouvernementale, ou plutôt, je la comprends trop bien. D'abord parce que les particuliers n'auront pas accès à cet emprunt. Pourquoi alors lancer une telle campagne, qui coûtera la bagatelle de 975 000 € ? C'est tout à fait paradoxal, au moment où l'on annonce aux Françaises et aux Français qu'ils vont devoir se serrer la ceinture comme jamais...

Ensuite, je voudrais dire ma colère de voir ainsi dévoyées les couleurs de la France, de la République. Me voir ainsi représentée entièrement de blanc vêtue, bonnet phrygien compris, ce n'est pas anodin. À l'heure où la laïcité est remise en question, à l'heure où la démocratie est mise à mal, et qu'un homme voudrait concentrer en ses mains tous les pouvoirs, remettre au goût du jour la cou-



leur du roi, et celle, ainsi que vous le dites, de l'immaculée conception, ouvre une voie dangereuse.

*É. : Que voulez-vous dire ?*

Marianne : Souvenez-vous du tableau de Delacroix, « La liberté guidant le peuple ». Et voyez maintenant la différence avec l'image que l'on m'assigne aujourd'hui ! J'y vois deux dangers principaux : le premier est que les citoyens sont ramenés à un « temps de cerveau disponible » vendu à tel ou tel : Dormez tranquilles, braves gens, les communicants du gouvernement s'occupent de vous... Lorsqu'une démocratie fonctionne avec des experts de l'image et du concept, c'est qu'elle est en danger.

Le deuxième message porte sur le rôle que la droite voudrait assigner aux femmes. L'un de leurs députés, David Douillet, le résume fort bien dans un ouvrage : « *c'est la mère qui a dans ses gènes, dans son instinct, cette faculté originelle d'élever les enfants. Si Dieu a donné le don de procréation aux femmes, ce n'est pas*

*hasard* ». Cette campagne de publicité n'est finalement que la suite logique de ces propos ! L'image que l'on me donne aujourd'hui illustre tous les reculs, les régressions que subissent les femmes quant à leurs droits et leur combat pour l'égalité. Je m'inquiète de voir à quel point ces gens mettent à mal les principes républicains que je porte, tout en manipulant leurs concitoyen-ne-s, avec des écrans de fumée absolument scandaleux. Cette année 2010 est grande cause nationale contre les violences faites aux femmes, c'est une décision du gouvernement. Mais alors comment comprendre cette violence-là, qui m'est faite via la publicité, alors qu'il y aurait tant à faire avec cet argent, pour combattre efficacement, éduquer, prévenir, pour que l'on ne voie plus tous ces assassinats. Faut-il rappeler qu'1 femme meurt tous les 2 jours en France, sous les coups de son compagnon ou ex-compagnon ? ! La République que j'ai l'honneur de servir, ce n'est pas cela. Mais j'ai appris à combattre pour son maintien, et je repars au combat plus forte que jamais, vous pouvez compter sur ma détermination, et, je le sais bien, sur celle de très nombreuses et nombreux citoyen-ne-s ! Pour la Liberté, pour l'Égalité, pour la Fraternité de toutes et de tous !

### Agenda

#### Autour du 8 mars :

débats, expositions, et manifestations à l'initiative des associations et des collectivités locales

#### Crédits :

Françoise Colombier, Andrea Fuchs, Zita Gurmai, Bruno Lapeyre, Gaëlle Lenfant, Christine Rimbault, Secrétariat National Droits des Femmes

**Responsable de la publication :**  
Gaëlle Lenfant



10, rue de Solférino  
75333 Paris Cedex 07  
[femmes@parti-socialiste.fr](mailto:femmes@parti-socialiste.fr)